

# JOURNAL OFFICIEL

## DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

PARAISANT LE SAMEDI DE CHAQUE SEMAINE

## ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et les annonces s'adresser au directeur de l'imprimerie Nationale à Rufisque

Les annonces doivent être remises à l'imprimerie au plus tard le mardi. Elles sont payables d'avance

Toute demande de changement d'adresse ainsi que les lettres demandant réponse devront être accompagnées de la somme de 175 francs

## TARIF DES ABONNEMENTS

	VOIE NORMALE	VOIE AERIEENNE
	Six mois Un an	Six mois Un an
Senegal et autres Etats de la CEDEAO	15 000f 31 000f	
Etranger : France, Zaïre, R.C.A. Gabon, Maroc, Algerie, Tunisie		20 000f 40 000f
Etranger : Autres Pays		23 000f 46 000f
Prix du numéro	Année courante 600 f	Année ant 700f
Par la poste	Majoration de 130 f par numéro	
Journal legalisé	900 f	Par la poste

## ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne ..... 1 000 francs

Chaque annonce répétée ... Moitié prix

(Il n'est jamais compté moins de 10 000 francs pour les annonces):

Compte bancaire BICIS n°9520790630/81

## SOMMAIRE

## PARTIE OFFICIELLE

## DECRETS, ARRETES ET DECISION

## PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

2012

10 décembre Décret n° 2012-1424 portant nomination dans l'Ordre national du Lion à titre étranger ..... 282

10 décembre Décret n° 2012-1425 portant nomination dans l'Ordre du Mérite à titre étranger ..... 282

MINISTERE DE L'ENERGIE  
ET DES MINES

2012

23 novembre Arrêté ministériel n° 10311 MEM/CNH/ fixant les prix plafond des hydrocarbures à la consommation pour compter du 24 novembre 2012 ..... 283

26 novembre Arrêté ministériel n° 11.199 MEM/CNH/ autorisant la société « PETROFLAMME SARL » à exercer une activité de distribution d'hydrocarbures raffinés ..... 290

26 novembre Arrêté ministériel n° 11.200 MEM/CNH/ abrogeant et remplaçant l'Arrêté ministériel n° 1.301 / ME/CNH du 19 février 2008 autorisant la société « ORYX SENEGAL SA » à exercer une activité d'importation d'hydrocarbures raffinés ..... 290

2012

26 novembre Arrêté ministériel n° 11.201 /MEM/CNH abrogeant et remplaçant l'Arrêté ministériel n°1.789/ MICITIE/MDE/CNH du 23 février 2012 autorisant la société «Vivo Energy Sénégal SA » à exercer une activité de distribution d'hydrocarbures raffinés ..... 291

26 novembre Arrêté ministériel n° 11.202 /MEM/CNH abrogeant et remplaçant l'Arrêté ministériel n°4.194/ME/ CNH du 26 mars 2009 autorisant la société «Vitogaz Sénégal SA » à exercer une activité d'importation de gaz de pétrole liquéfié (GPL) et autorisant la société « PUMA ENERGY SENEGAL SA » à exercer une activité d'importation de gaz de pétrole liquéfié (GPL) ..... 291

## CONSEIL CONSTITUTIONNEL

2012

6 décembre Decision n°2/C/ 2012 ..... 292

## PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces ..... 293

## PARTIE OFFICIELLE

DECRETS, ARRETES  
ET DECISION

## PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE,

**DECRET n° 2012-1424 du 10 décembre 2012  
portant nomination dans l'Ordre national du  
Lion à titre étranger.**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution, notamment en ses articles 43 et 76 ;

Vu le décret n° 72-24 du 11 janvier 1972 portant Code de l'Ordre national du Lion, modifié par le décret n° 72-942 du 26 juillet 1972 ;

Vu le décret n° 2012-427 du 3 avril 2012, portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 2012-1163 du 29 octobre 2012 relatif à la composition du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2012-1169 du 31 octobre 2012 portant nomination du Grand Chancelier de l'Ordre national du Lion ;

Vu la correspondance du protocole n° 00124 PR CAB PROT du 30 novembre 2012 ;

Sur présentation du Grand Chancelier de l'Ordre national du Lion,

DECRETE :

Article premier. - Est nommé au Grade de Commandeur

M. Bertrand Delanoë, Maire de Paris, né le 30 mai 1950 à Tunis (Tunisie).

Art. 2. - Le Ministre des Affaires étrangères et le Grand Chancelier de l'Ordre national du Lion sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Dakar, le 10 décembre 2012

Macky SALL.

Par le Président de la République :

Le Premier Ministre,

Abdoul MBAYE.

**DECRET n° 2012-1425 du 10 décembre 2012  
portant nomination dans l'Ordre du Mérite  
à titre étranger**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution, notamment en ses articles 43 et 76 ;

Vu le décret n° 71-652 du 9 juin 1971, réglementant l'Ordre du Mérite, modifié ;

Vu le décret n° 2004-1385 du 4 novembre 2004, portant reconduction et nomination des membres du Conseil de l'Ordre ;

Vu le décret n° 2012-427 du 3 avril 2012, portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 2012-1163 du 29 octobre 2012 relatif à la composition du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2012-1169 du 31 octobre 2012 portant nomination du Grand Chancelier ;

Vu la correspondance du protocole n° 00124 PR CAB PROT du 30 novembre 2012 ;

Sur présentation du Grand Chancelier de l'Ordre du Mérite,

DECRETE :

Article premier. - Sont nommés au grade de Commandeur :

MM. Jean Claude Gaudin Sénateur, Maire de Marseille né le 8 octobre 1939 à Marseille ;

Ahmed Hamza Président de la Communauté Urbaine de Nouakchott, né le 13 mars 1952 à Bénachad (Mauritanie).

Art. 2. - Le Ministre des Affaires étrangères et le Chancelier de l'Ordre du Mérite sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Dakar, le 10 décembre 2012

Macky SALL.

Par le Président de la République :

Le Premier Ministre,

Abdoul MBAYE.

**MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE  
ET DES MINES**

ARRETE MINISTERIEL n° 10311 MEM/CNH/ en date  
du 23 novembre 2012 fixant les prix plafond des  
hydrocarbures à la consommation pour compter du  
24 novembre 2012.

Article premier. - Les prix à la consommation des hydrocarbures applicables pour compter du 24 novembre 2012, à partir de 18 h 00, sont indiqués en annexe du présent arrêté. Pour les hydrocarbures (supercarburant, essence ordinaire, essence pirogue, pétrole lampant et gasoil) assujettis à la péréquation transport et vendus à la pompe, ces prix sont des prix plafond et sont uniformes sur l'ensemble du territoire national. Pour les hydrocarbures (supercarburant, essence ordinaire, essence pirogue, pétrole lampant et gasoil) assujettis à la péréquation transport et vendus aux industriels et aux autres clients consommateurs, le prix de vente est égal à celui de la structure des prix diminué de la péréquation transport et augmenté du tarif officiel de la localité de livraison.

Pour les hydrocarbures (diesel, fuel 180, fuel 380, distillat TAG, kérosène TAG et naphta) non assujettis à la péréquation transport et vendus aux industriels et aux autres consommateurs, le prix de vente est égal à celui de la structure des prix diminué du tarif de transport de Dakar et augmenté du tarif officiel de la localité de livraison.

Pour le gaz butane, les prix affichés sont ceux de la région de Dakar qui seront majorés, pour les autres régions, d'un différentiel de transport fixé par les services régionaux du Commerce.

Art. 2. - Les prix ex-dépôt et consommateur ainsi que les marges distributeur et transporteur sont des valeurs plafond. En conséquence, les intervenants sont autorisés à vendre les produits en dessous des prix plafond fixés.

Art. 3. - Sont abrogées toutes les dispositions contraire au présent arrêté.

Art. 4. - Le Directeur général des Douanes, le Directeur général des Impôts et des Domaines, le Directeur du Trésor et de la Comptabilité publique, le Directeur de l'Énergie et le Directeur du Commerce Intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué partout où besoin sera et publié avec ses annexes au *Journal officiel*.

COMITE NATIONAL DES HYDROCARBURES

STRUCTURE DES PRIX DES PRODUITS  
PETROLIERS

A compter du 24 novembre 2012

## CALCUL DES PRIX PARITE IMPORTATION

A compter du 24 novembre 2012

	Butane	Super	Ess. Ordinaire	Ess. Pirogue	Pétrole	Gasoil	Gasoil Sénégal	Distillat IAG	Diesel Oil	Diesel Sénégal	IO 180 (SI)	IO 380 (SI)	IO 380 Sénégal
COUT TOTAL I CTA	564.780	509.367	501.596	501.596	537.021	503.526	503.526	503.526	492.798	492.798	333.154	318.372	314.231
TAXE PORT	0,00	991,00	991,00	991,00	991,00	212,00	212,00	212,00	212,00	212,00	212,00	212,00	212,00
TRAIS PASS	1.427,00	765.900	765.900	765.900	765.900	765.900	765.900	765.900	765.900	765.900	0,00	0,00	0,00
COUTS DIRECTS	128	128	128	128	128	128	128	128	128	128	128	128	10.628
ESIPP	0	60.192	60.192	60.492	12.350	11.600	32.000	46.607	46.322	46.322	42.115	41.575	41.613
PSI	0	20.295	20.595	0	0	23.200	0	0	15.000	0	15.000	15.000	0
PARITE IMPORTATION	566.335	591.947	584.268	563.973	551.256	539.432	536.632	551.239	555.226	540.226	390.609	375.287	366.684

## PARITE IMPORTATION

	lela par tonne de la période	lela par tonne considérée	facteurs de conversion 25 °C	lela par m <sup>3</sup> à 25°C	facteurs de conversion 15 °C	lela par m <sup>3</sup> à 15°C
BUTANE	566.335	471.015				
SUPER	591.947	591.947	1.35300	437.507	1.33800	442.412
ESSENCE ORDINAIRE	584.268	584.268	1.37300	425.541	1.35600	430.876
ESSENCE PIROGUE	563.973	563.973	1.37300	410.760	1.35600	415.909
PETROLE	551.256	551.256	1.23500	446.361	1.22300	450.741
GASOIL	539.432	539.432	1.16000	465.028	1.15200	468.257
GASOIL SENEGAL	536.632	536.632	1.16000	462.614	1.15200	465.826
DISTILLAT IAG	551.239	551.239				
DIESEL	555.226	555.226				
DIESEL SENEGAL	540.226	540.226				
FUEL OIL 180	390.609	390.609				
FUEL OIL 380	375.287	375.287				
FUEL OIL SENEGAL	366.684	366.684				

## Structure des prix des produits Pétroliers

CANAL (TTC)

A compter du 24 novembre 2012

		Super Carburant	Essence Ordinaire	Essence Pirogue	Pétrole Lampant	Gasol
1	PRIX PARITE IMPORTATION .....	437.507	425.541	410.760	446.361	465.028
2	BASE TAXABLE .....	371.587	360.588	360.588	429.198	428.442
3	DROITS DE PORTE .....	40.875	39.665	39.665	25.752	47.129
4	PRIX EX-DEPOT (1+3) .....	478.382	465.206	450.425	472.113	512.157
5	STABILISATION FISCALE .....	-	-	-	26.422	21.494
6	TAXE SPECIFIQUE .....	206.650	188.170	38.560	-	93.950
7	MARGE DISTRIBUTEUR .....	59.460	59.460	84.320	59.460	59.460
	DONT : PEREQUATION TRANSPORT .....	18.500	18.500	18.500	18.500	18.500
8	BASE TVA (1+3+6+7+5) .....	744.492	713.136	573.305	505.151	644.073
9	TVA .....	134.009	128.364	103.195	90.927	115.933
10	PRIX DE VENTE AU DETAILLANT (4+6+7+9) .....	878.501	841.500	676.500	622.500	781.500
11	MARGE DETAILLANT .....	10.500	10.500	10.500	10.500	10.500
12	PRIX DE VENTE AU CONSOMMATEUR					
	en F cfa par m <sup>3</sup> .....	889.001	852.000	687.000	633.000	792.000
	en F cfa par litre .....	889	852	687	633	792

CANAL (TTC)

		Diesel Oil	Diesel Sénélec	Fuel oil 180	Fuel oil 380	Fuel oil Sénélec	Distillat TAG	Kérosène TAG	Naphta
1	PRIX PARITE IMPORTATION .....	555.226	540.226	390.609	375.287	366.684	551.239	587.987	558.194
2	BASE TAXABLE .....	486.398	486.398	328.775	314.177	310.087	496.993	530.059	502.576
3	DROITS DE PORTE .....	29.184	29.184	19.727	18.851	18.605	29.820	31.804	30.155
4	PRIX EX-DEPOT (1+3) .....	584.410	569.410	410.336	394.138	385.289	581.059	619.791	588.349
5	STABILISATION FISCALE .....	-	-	-	-	-	-	-	-
6	MARGE DISTRIBUTEUR .....	31.144	31.144	31.144	31.144	31.144	31.144	31.144	31.144
7	BASE TVA (1+3+6+5) .....	615.554	600.554	441.480	425.282	396.643	612.203	650.935	619.493
8	PRIX DE VENTE AU CONSOMM. HTVA (1+3+6) .....	615.554	600.554	441.480	425.282	396.643	612.203	650.935	619.493
9	TVA .....	110.800	108.100	79.466	76.551	71.396	110.197	117.168	111.509
10	PRIX DE VENTE AU CONSOMM. en F cfa par tonne .....	726.354	708.654	520.946	501.833	468.039	722.400	768.103	731.002

## Structure des prix des produits Pétroliers

(CANAL HTT)

A compter du 24 novembre 2012		Diesel Oil	Fuel Oil 180 CST	Fuel Oil 380 CST
1	PRIX PARITE IMPORTATION .....	555.226	390.609	375.287
2	BASE TAXABLE .....	486.398	328.775	314.177
3	DROITS DE PORTE .....	29.184	19.727	18.851
4	PRIX EX-DEPOT .....	584.410	410.336	394.138
5	EXONERATION DROITS DE PORTE .....	-29.184	-19.727	-18.851
6	MARGE DISTRIBUTEUR .....	31.144	31.144	31.144
7	<b>PRIX DE VENTE AU CONSOMMATEUR</b> en F cfa par tonne .....	<b>586.370</b>	<b>421.753</b>	<b>406.631</b>

(CANAL HTT DD)

A compter du 24 novembre 2012		Diesel Oil	Fuel Oil 180 CST	Fuel Oil 380 CST
1	PRIX PARITE IMPORTATION .....	555.226	390.609	375.287
2	BASE TAXABLE .....	486.398	328.775	314.177
3	DROITS DE PORTE .....	29.184	19.727	18.851
4	PRIX EX-DEPOT .....	584.410	410.336	394.138
5	EXONERATION DROITS DE PORTE .....	-24.320	-16.439	-15.709
6	MARGE DISTRIBUTEUR .....	31.144	31.144	31.144
7	<b>PRIX DE VENTE AU CONSOMMATEUR</b> en F cfa par tonne .....	<b>591.234</b>	<b>425.041</b>	<b>409.573</b>

## Structure des prix des produits Pétroliers

A compter du 24 novembre 2012

PRODUITS	UNITES	PRIX PARITE IMPORTATION	PRIX DE REPRIS IIII
SUPER CARBURANT .....	M3 A 15 C	442.412	442.412
ESSENCE ORDINAIRE .....	M3 A 15 C	430.876	430.876
PETROLE LAMPANT .....	M3 A 15 C	450.741	450.741
GASOIL .....	M3 A 15 C	468.257	468.257
DIESEL OIL .....	L	555.226	555.226
FUEL OIL 180 CST .....	L	390.609	390.609
FUEL OIL 380 CST .....	L	375.287	375.287

## Structure des prix des produits Pétroliers

(CANAL HTT)

A compter du 24 novembre 2012

PRODUITS	UNITES	PPI	BASE TAXABLE	DROITS DE PORTE	dont droits de douane	dont redevance statistique (RS)	PRIX EX-DEPOT	PRIX DE REPRISE (prix ex-dépôt (RS))
BUTANE 12.5/38 KG .....	T .....	471.015	559.020	5.590	0	5.590	476.605	471.015
BUTANE 9 KG .....	T .....	471.015	559.020	5.590	0	5.590	476.605	471.015
BUTANE 6 KG .....	T .....	471.015	559.020	5.590	0	5.590	476.605	471.015
BUTANE 2.7 KG .....	T .....	471.015	559.020	5.590	0	5.590	476.605	471.015
SUPER CARBURANT .....	M3 A 15° C .....	442.412	375.753	41.333	37.575	3.758	483.745	479.987
ESSENCE ORDINAIRE .....	M3 A 15° C .....	430.876	365.109	40.162	36.511	3.651	471.038	467.387
ESSENCE PIROGUE .....	M3 A 15° C .....	415.909	365.109	40.162	36.511	3.651	456.071	452.420
PETROLE LAMPANT .....	M3 A 15° C .....	450.741	433.409	26.005	21.670	4.334	476.746	472.412
GASOIL .....	M3 A 15° C .....	468.257	431.417	47.456	43.142	4.314	515.713	511.399
GASOIL SENELEC .....	M3 A 15° C .....	465.826	431.417	47.456	43.142	4.314	513.282	508.968
DIESEL OIL .....	T .....	555.226	486.398	29.184	24.320	4.864	584.410	579.546
DIESEL OIL SENELEC .....	T .....	540.226	486.398	29.184	24.320	4.864	569.410	564.546
FUEL OIL 180 CST .....	T .....	390.609	328.775	19.727	16.439	3.288	410.336	407.048
FUEL OIL 380 CST .....	T .....	375.287	314.177	18.851	15.709	3.142	394.138	390.996
FUEL OIL SENELEC .....	T .....	366.684	310.087	18.605	15.504	3.101	385.289	382.188
DISTILLAT TAG .....	T .....	551.239	496.993	29.820	24.850	4.970	581.059	576.089
KEROSENE TAG .....	T .....	587.987	530.059	31.804	26.503	5.301	619.791	614.490
NAPHTA .....	T .....	558.194	502.576	30.155	25.129	5.026	588.349	583.323

ARRETE MINISTERIEL n° 11.199 MEM/CNH/ en date du 26 novembre 2012 autorisant la société « PETROFLAMME SARL » à exercer une activité de distribution d'hydrocarbures raffinés

Article premier. - La société « PETROFLAMME SARL » dont le siège social est à la zone de captage, lot n° 8, Dakar Sénégal, est autorisée à exercer une activité de distribution d'hydrocarbures raffinés.

Art. 2. - L'autorisation de distribution est accordée à la société « PETROFLAMME SARL » pour une durée de dix ans renouvelable.

Elle peut être renouvelée dans les mêmes formes pour une période ne pouvant pas excéder la durée initiale.

Le renouvellement est de droit si la Société « PETROFLAMME SARL » a rempli les obligations définies par la présente Autorisation.

Art. 3. - La Société « PETROFLAMME SARL » s'engage à construire un réseau d'au moins de cinq points de vente, conformes à la réglementation en vigueur et aux standards généralement admis, dans un délai maximum de cinq ans à compter de la date de délivrance de l'Autorisation.

Le point de vente s'entend d'une station service, d'une station de remplissage ou d'une station pêche.

Art. 4. - A défaut de disposer d'une Autorisation d'importation, la société « PETROFLAMME SARL » doit justifier d'un contrat d'approvisionnement auprès d'un importateur ou d'un raffineur.

Art. 5. - La société « PETROFLAMME SARL » doit disposer de facilités de stockage conformes, à la réglementation en vigueur, ou à défaut justifier d'un contrat avec une entreprise titulaire d'une Autorisation de stockage.

Art. 6. - Le Directeur de l'Energie, le Directeur général des Douanes et le Directeur du Commerce Intérieur, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié partout où besoin sera

ARRETE MINISTERIEL n° 11.200 MEM/CNH/ en date du 26 novembre 2012 abrogeant et remplaçant l'Arrêté ministériel n° 1.301 ME/CNH du 19 février 2008 autorisant la société « ORYX SENEGAL SA » à exercer une activité d'importation d'hydrocarbures raffinés.

Article premier. - Est abrogé l'Arrêté ministériel n° 1301 /ME/CNH du 19 février 2008 autorisant la société « ORYX SENEGAL SA », dont le siège social est au 12, boulevard Djily Mbaye, Immeuble Fahd - 2<sup>ème</sup> étage, BP: 21.126 Dakar-Ponty, à exercer une activité d'importation d'hydrocarbures raffinés.

Art. 2. - La société « ORYX SENEGAL SA » est autorisée à exercer une activité d'importation d'hydrocarbures raffinés.

L'autorisation d'importation est accordée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Elle peut être renouvelée dans les mêmes formes pour une période ne pouvant pas excéder la durée initiale.

Le renouvellement est de droit si la Société « ORYX SENEGAL SA » a rempli les obligations définies par la présente Autorisation.

Art. 3. - Pendant la durée de l'Autorisation, la société « ORYX SENEGAL SA » s'engage à importer un volume annuel minimum de vingt mille (20.000) m³ de produits, à l'exception des GPL dont le tonnage annuel minimum requis est de mille cinq cents tonnes.

Art. 4. - La société « ORYX SENEGAL SA » est tenue de communiquer annuellement au Ministère chargé des hydrocarbures, la nature du ou des produits qu'elle envisage d'importer ainsi que le planning d'importation desdits produits.

Art. 5. - La société « ORYX SENEGAL SA » doit disposer de capacités de réception et de stockage propres dûment agréées, ou justifier d'un contrat de location de capacités de stockage avec une entreprise titulaire d'une Autorisation de stockage.

Art. 6. - Pour toute cargaison importée, la société « ORYX SENEGAL SA » désignera un expert agréé qui procédera au contrôle quantitatif et qualitatif de la cargaison.

Art. 7. - Le Directeur de l'Energie, le Directeur général des Douanes et le Directeur du Commerce Intérieur, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié partout où besoin sera

ARRETE MINISTERIEL n° 11.201 /MEM/CNH en date du 26 novembre 2012 abrogeant et remplaçant l'Arrêté ministériel n°1.789/MICITIE/MDE CNH du 23 février 2012 autorisant la société «Vivo Energy Sénégal SA » à exercer une activité de distribution d'hydrocarbures raffinés.

Article premier. - Est abrogé l'Arrêté ministériel n° 1789 /MICITIE/MDE/CNH du 23 février 2012 autorisant la société « Vivo Energy Sénégal Sa », dont le siège social est au quartier Bel Air, route des hydrocarbures, à exercer une activité de distribution d'hydrocarbures raffinés.

Art. 2. - La société « Vivo Energy Sénégal Sa » est autorisée à exercer une activité de distribution d'hydrocarbures raffinés.

L'Autorisation de distribution est accordée à la société « Vivo Energy Sénégal Sa » pour une durée de dix ans renouvelable.

Elle peut être renouvelée dans les mêmes formes pour une période ne pouvant pas excéder la durée initiale.

Le renouvellement est de droit si la société « Vivo Energy Sénégal Sa » a rempli les obligations définies par la présente par la présente Autorisation.

Art. 4. - A défaut de disposer d'une Autorisation d'importation, la société « Vivo Energy Sénégal Sa » doit justifier d'un contrat d'approvisionnement auprès d'un importateur ou d'un raffineur.

Art. 5. - La société « Vivo Energy Sénégal Sa » doit disposer de facilités de stockage conformes à la réglementation en vigueur, ou à défaut justifier d'un contrat avec une entreprise titulaire d'une Autorisation de stockage.

Art. 6. - Le Directeur de l'Energie, le Directeur général des Douanes et le Directeur du Commerce Intérieur, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié partout où besoin sera.

ARRETE MINISTERIEL n° 11.202 /MEM/CNH en date du 26 novembre 2012 abrogeant et remplaçant l'Arrêté ministériel n°4.194 ME CNH du 26 mars 2009 autorisant la société «Vitogaz Sénégal SA » à exercer une activité d'importation de gaz de pétrole liquéfié (GPL) et autorisant la société « PUMA ENERGY SENEGAL SA » à exercer une activité d'importation de gaz de pétrole liquéfié (GPL).

Article premier. - Est abrogé l'Arrêté ministériel n° 4.194 ME/CNH du 26 mars 2009 autorisant la société « VITOGAZ Sénégal Sa », dont le siège social est au km 18, route de Rufisque, B.P :20.971 Thiaroye Dakar (Sénégal) à exercer une activité d'importation de Gaz de Pétrole liquéfié (GPL).

Art. 2. - La société « PUMA ENERGY SENEGAL SA » dont le siège social est au km 18, route de Rufisque, BP. : 20971 Thiaroye Dakar (Sénégal) est autorisée à exercer une activité d'importation de Gaz de Pétrole Liquéfié (GPL).

Art. 3. - L'autorisation d'importation est accordée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Elle peut être renouvelée dans les mêmes formes pour une période ne pouvant pas excéder la durée initiale.

Le renouvellement est de droit si la société « PUMA ENERGY SENEGAL SA » a rempli les obligations définies par la présente par la présente Autorisation.

Art. 4. - Pendant la durée de l'Autorisation, la société « PUMA ENERGY SENEGAL SA » s'engage à importer un volume annuel minimum mille cinq cent tonnes de GPL.

Art. 5. - La société « PUMA ENERGY SENEGAL SA » est tenue de communiquer annuellement, au Ministère chargé des hydrocarbures, le planning d'importation du GPL.

Art. 6. - La société « PUMA ENERGY SENEGAL SA » doit disposer de capacités de réception et de stockage propres dûment agréées, ou justifier d'un contrat de location de capacités de stockage avec une entreprise titulaire d'une Autorisation de stockage.

Art. 7 - Pour toute cargaison importée, la société « PUMA ENERGY SENEGAL SA » désignera un expert agréé qui procédera au contrôle quantitatif et qualitatif de la cargaison.

Art. 8. - Le Directeur de l'Energie, le Directeur général des Douanes et le Directeur du Commerce Intérieur, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié partout où besoin sera

## CONSEIL CONSTITUTIONNEL

DECISION n°2/C/ 2012  
en date du 6 décembre 2012

## DEMANDEUR

Cour suprême :

Le Conseil Constitutionnel

Vu la Constitution :

Vu la loi organique n° 92-23 du 30 mai 1992 sur le Conseil constitutionnel modifiée par la loi organique n° 99-71 du 17 février 1999 et par la loi organique n° 2007-03 du février 2007 :

Vu la loi organique n° 2008-35 du 8 août 2008 sur Cour suprême :

Vu la loi n° 69-34 du 30 octobre 1969 relative au statut du personnel des Douanes :

Vu le décret n° 69-1373 du 10 décembre 1969 fixant les conditions d'application de la loi précitée :

## MATIERE CONSTITUTIONNELLE

Vu le recours pour excès de pouvoir en date du 29 décembre 2011 introduit par Ndiaga Soumaré ayant pour conseil Maître Bamba Cissé :

Vu l'arrêt n° 42 du 29 novembre 2012 rendu par la Chambre administrative de la Cour suprême :

Vu la lettre de transmission en date du 18 octobre 2012 et enregistrée le 5 novembre 2012 au greffe du Conseil Constitutionnel sous le n° 2/C/2012 :

Le rapporteur ayant été entendu en son rapport :

Après en avoir délibéré conformément à la loi :

1. - *CONSIDERANT* que le requérant, devant la Cour suprême, soulève l'exception d'inconstitutionnalité en faisant valoir que, selon l'article 8 de la Constitution, tous les citoyens bénéficient des libertés individuelles, fondamentales, des droits économiques et sociaux ainsi que des droits collectifs : que ce texte qui intègre la liberté syndicale n'a entendu exclure aucun citoyen de la jouissance de cette liberté :

2. - *CONSIDERANT*, selon le requérant, que l'article 8 de la loi relative au statut de la Douane viole manifestement cette liberté en l'interdisant formellement :

3. - *CONSIDERANT* que par arrêt n° 42 en date du 26 juillet 2012, la Chambre administrative de la Cour Suprême, statuant en matière d'excès de pouvoir a, d'une part, saisi le Conseil Constitutionnel d'une exception d'inconstitutionnalité visant l'article 8 de la loi n° 69-34 du 30 octobre 1969, relative au statut du personnel des Douanes et d'autre part, décidé de surseoir à statuer sur le recours en annulation pour excès de pouvoir formé par Ndiaga Soumaré, Inspecteur des Douanes, contre la décision n° 701 /MEF/ DGD/GP/B du 8 décembre 2011 lui infligeant 30 jours d'arrêt de rigueur pour, participation à une réunion publique en rapport à des activités de nature syndicale, prise de position susceptible de jeter le discrédit sur les institutions :

4. - *CONSIDERANT* que la loi organique n° 92-23 du 30 mai 1992 sur le Conseil Constitutionnel modifiée par la loi organique n° 99-71 du 17 février 1999 et par la loi organique n° 2007-03 du 12 février 2007 dispose en son article 20 :

« Lorsque la solution d'un litige porté devant le Conseil d'Etat ou la Cour de Cassation est subordonnée à l'appréciation de la conformité des dispositions d'une loi ou des stipulations d'un accord international à la Constitution, la haute juridiction saisit ~~obligatoirement~~ le Conseil Constitutionnel de l'exception d'inconstitutionnalité ainsi soulevée et surseoit à statuer jusqu'à ce que le Conseil Constitutionnel se soit prononcé dans un délai de trois mois à compter de la date de saisine ».

5. - *CONSIDERANT* que le juge du fond ne s'est prononcé ni sur sa compétence ni sur la recevabilité du recours porté devant lui : que la saisine du Conseil Constitutionnel d'une exception d'inconstitutionnalité ne peut intervenir que lorsque le juge ~~est~~ préalablement statué sur ces questions :

6. - *CONSIDERANT* en conséquence, qu'une telle ~~procédure~~ non purgée des fins de non recevoir, ne peut être soumise à l'examen du Conseil Constitutionnel :

Par ces motifs :

DECIDE :

Article premier. - Le renvoi à la Chambre administrative de la Cour Suprême du dossier de la ~~procédure~~ objet de l'arrêt n°42 en date du 26 juillet 2012 :

Art. 2. - La publication de la présente décision au Journal officiel et son affichage au greffe du Conseil Constitutionnel.

Délibérée par le Conseil Constitutionnel en sa séance du 6 décembre 2012 à laquelle siégeaient :

Messieurs :

Cheikh Tidiane Diakhate, *Président* :

Issac Yankhoba Ndiaye, *vice-président* :

Mohamed Sonko, *membre* :

Malick Diop, *membre* :

Avec l'assistance de Maître Marema Diop, *Greffier en Chef* :

En foi de quoi, la présente décision a été signée par le Président, le Vice-président, les autres membres et le Greffier en Chef.

*Le Président*

Cheikh Tidiane Diakhate

*Le Vice-président*

Issac Yankhoba Ndiaye

*Membre*

Mohamed Sonko

*Membre*

Malick Diop

*Le Greffier en Chef*

Marema Diop

## PARTIE NON OFFICIELLE

Conservation de la Propriété et des Droits fonciers  
Bureau de Dakar Plateau

## AVIS DE BORNAGE

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le mardi 18 juin 2013 à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble urbain consistant en un terrain d'une contenance de 297 m<sup>2</sup>, situé à Gorée, rue Malavois x rue du Port, limité à l'Est par la rue Malavois, au Nord par la rue du Port, au Sud par un TNI et à l'Ouest par le Titre foncier 974/DG dont l'immatriculation a été demandée par le Chef du bureau des Domaines de Dakar Plateau, agissant au nom et pour le compte de l'Etat du Sénégal, suivant réquisition n° 14 du 28 mars 2012.

Le Conservateur de la Propriété foncière,  
M. Ndiaga Thiam

## ANNONCES

(L'Administration n'entend nullement être responsable de la teneur des annonces ou avis publiés sous cette rubrique par les particuliers)

## DECLARATION D'ASSOCIATION

Titre de l'Association : « ASSOCIATION DES AGENTS LOCAUX DE L'AMBASSADE DU ROYAUME DU MAROC ».

Siège social : Avenue Cheikh Anta Diop x Bourguiba B.P. 490 - Dakar

Objet :

- unir les membres animés d'un même idéal et créer entre eux des liens d'entente et de solidarité ;
- développer l'esprit d'amitié et d'entraide en vue d'entreprendre des actions concrètes à l'effet de contribuer, partout où besoin sera, à améliorer le sort de ses membres ;
- elle est mixte, apolitique et non confessionnelle.

## COMPOSITION DU BUREAU

actuellement chargé de l'administration et de la direction de l'association

M<sup>mes</sup>. Touré Ndèye Madjiguène Ndiaye, Présidente ;

Gningue Rokhaya Maks Mbaye, Secrétaire générale ;

M. Demba Sall, Trésorier général.

Récépissé de déclaration d'association n° 111 GRD/AA/ASO en date du 1<sup>er</sup> avril 2013.

## DECLARATION D'ASSOCIATION

Titre de l'Association : « ASSOCIATION DE LA FAMILLE WILANE ».

Objet :

- unir les membres animés d'un même idéal et créer entre eux des liens d'entente et de solidarité ;
- promouvoir toute action qui contribue au bien être des individus et de la famille ;
- défendre les intérêts matériels et moraux ;
- organiser et de soutenir des actions sociales, humanitaires et culturelles ;
- maintenir l'esprit de famille et les traditions ;
- encourager les contacts, l'entente et la solidarité ;
- faciliter les études et les tâches professionnelles.

Siège social : Villa n° 575, Hlm Grand-Médine - Dakar.

## COMPOSITION DU BUREAU

actuellement chargé de l'administration et de la direction de l'association

M. Abdou Vilane, Président ;

M<sup>mes</sup>. Ndèye Sira Willane, Secrétaire générale ;

Mame Diarra Vilane, Trésorière générale.

Récépissé de déclaration d'association n° 15.998 MINT/DGAT/DLP/DLA-PA en date du 25 mars 2013.

Etude de M<sup>e</sup> Coumba Sèye Ndiaye  
avocat à la Cour

68, rue Wagane Diouf x Amadou A. Ndiaye  
B.P. 6.226 - Dakar Etoile

## AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du Certificat d'Inscription de l'hypothèque de premier rang, à hauteur de 5.495.000 francs CFA, au profit de la BHS sur le titre foncier n° 9.701/DG appartenant à M. Souleymane Ly. 2-2

Etude de M<sup>e</sup> Mamadou Sène  
avocat à la Cour

Rue du Docteur Carvalho - Ziguinchor  
Sicap Sacré Coeur 1 N° 9989 - Dakar

## AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du Certificat d'Inscription de sa maison objet du droit d'usage à temps sur le lot n° 1.275 inscrit le 19 janvier 2001 sur le Titre foncier n° 1.686/BC appartenant Me Mamadou Sène, Avocat à la Cour. 2-2

Etude de M<sup>r</sup> Daniel Sédar Senghor & Jean Paul Sarr  
notaires associés  
13-15, rue Colbert Dakar (Sénégal)

### AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du Titre foncier n° 20.081/DG devenu 368/GR propriété de M. Ibrahima Dieng 2-2

### AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte de la copie originale du Titre foncier n° 417/DP, ex 9.231/DG, propriété de M. Modou Fall 2-2

### AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte de la Copie originale du Titre foncier n° 417/DP, ex 9.231/DG, propriété des Consorts Faye et Sène. 2-2

Etude de M<sup>r</sup> Mamadou Ndiaye, notaire  
BP - 197 - Kaolack

### AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du Titre foncier n°96/SS, appartenant à la Nationale d'Assurances SA, siège social à Dakar, avenue Albert Sarraut. 2-2

### AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du Titre foncier n°4.717/KK, appartenant à M. Bara Diop. 2-2

Etude de M<sup>r</sup> François Sarr & Associés  
Société civile professionnelle d'avocats  
33, Avenue Léopold Sédar Senghor - Dakar

### AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du Titre foncier n°19.954/DG devenu depuis 7.796/DK (Dakar-Plateau) appartenant à la société CAOUTCHOUC & PLASTIQUES SA - Dakar 165, Avenue Lamine Guèye. 2-2

Etude de M<sup>r</sup> Edmond Badji, notaire  
Boulevard de la Gouvernance  
BP - 520 - Louga (Sénégal)

### AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du Titre foncier n° 2 du Cercle de Louga appartenant à M<sup>me</sup> Fatou Sow et Consorts (Succession Socé Sow). 2-2

### AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du Titre foncier n° 13 du Cercle de Louga appartenant à M. Massamba Ndiaye et Consorts. 2-2

Etude de M<sup>r</sup> Amadou Moustapha Ndiaye,  
Aïda Diawara Diagne & Mahamadou Maciré Diallo,  
notaires associés  
83, Boulevard de la République  
Immeuble Horizons 2<sup>es</sup> étage - Dakar

### AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte de la copie du titre foncier n° 10.086/DG devenu le 6.495/GR, appartenant à M. Mamadou Alealy Diouf. 2-2

Etude de M<sup>r</sup> Papa Sambaré Diop, notaire  
186, Avenue Lamine Guèye BP 3923 - Dakar

### AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte de la copie du titre foncier n° 2.822/DK de la Commune de Dakar-Plateau appartenant à la société dénommée S.A.I.M. KEBE S.A. 2-2

Société civile professionnelle de notaires  
M<sup>r</sup> Papa Ismael Kâ & Alioune Kâ  
94, Rue Félix Faure -Dakar

### AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte de la Copie du titre foncier n° 1.425/DP) de la Commune de Dagoudane Pikine appartenant à M. Babacar Ndiaye 2-2

Société civile professionnelle de *notaires*  
 Titulaire de la Charge de Dakar III créée en 1960  
 (Successeur de M<sup>r</sup> Amadou Nicolas Mbaye  
 & de M<sup>r</sup> Boubacar Seck)  
 27, Rue Jules Ferry x Moussé Diop

#### AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du Titre Foncier n° 2.452/  
 GW appartenant à M. Abdou Thiam 2-2

Etude de Hajarat Aminata Guèye Fall, *notaire*  
 Point E Rue A x 3 et 4 Imm. I.M.F.  
 B.P. 2.107 - Dakar

#### AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte de la copie du titre foncier  
 n° 12.888 des Communes de Dakar-Gorée en cours  
 de transfert au livre foncier de Grand-Dakar apparte-  
 nant à M<sup>me</sup> Ndèye Gouro Sall épouse Diagne, née à  
 Dakar le 6 novembre 1965. 2-2

Etude de M<sup>r</sup> Khady Sosseh Niang, *notaire*  
 Mbour : « Saly Station » n° 255  
 B.P. : 463 -Thiès - BP : 2434 - Mbour Annexe

#### AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte de la copie originale du  
 titre Foncier n° 742/TH, appartenant à M. Serigne  
 Guèye. 2-2

Etude de M<sup>r</sup> Assane Dioma Ndiaye  
*Avocat à la Cour*  
 Route de l'Hôpital face ANCAR (Diourbel) B.P. 312

#### AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du Titre foncier n° 2.011/  
 Baol appartenant à M. El Hadji Faye Commerçant  
 demeurant à Diourbel 2-2

Etude de M<sup>r</sup> Ousmane Thiam  
*Avocat à la Cour*  
 10, rue de Thiong B.P. 22.197 - Dakar Ponty

#### AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du Titre foncier n° 13.254/  
 DG appartenant au sieur Samba Gadiaga 2-2

#### PRIMATURE

SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT

#### RECEPISSE

(Application de la loi n° 70-14 du 6 février 1970  
 fixant les règles d'applicabilité des lois, des actes  
 administratifs à caractère réglementaire et des  
 actes administratifs à caractère individuel,  
 modifiée par la loi n° 71-07 du 21 janvier 1971.

Le numéro 6659 du *Journal officiel* en date du  
 21 avril 2012 a été déposé au Secrétariat général  
 du Gouvernement, le 21 janvier 2013.

*Le Secrétaire général du Gouvernement,*

Seydou GUEYE

#### PRIMATURE

SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT

#### RECEPISSE

(Application de la loi n° 70-14 du 6 février 1970  
 fixant les règles d'applicabilité des lois, des actes  
 administratifs à caractère réglementaire et des  
 actes administratifs à caractère individuel,  
 modifiée par la loi n° 71-07 du 21 janvier 1971.

Le numéro 6691 du *Journal officiel* en date du  
 13 octobre 2012 a été déposé au Secrétariat  
 général du Gouvernement, le 27 décembre  
 2012.

*Le Secrétaire général du Gouvernement,*

Seydou GUEYE

#### PRIMATURE

SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT

#### RECEPISSE

(Application de la loi n° 70-14 du 6 février 1970  
 fixant les règles d'applicabilité des lois, des actes  
 administratifs à caractère réglementaire et des  
 actes administratifs à caractère individuel, modi-  
 fiée par la loi n° 71-07 du 21 janvier 1971.

Le numéro 6693 du *Journal officiel* en date du  
 20 octobre 2012 a été déposé au Secrétariat  
 général du Gouvernement, le 27 décembre  
 2012.

*Le Secrétaire général du Gouvernement,*

Seydou GUEYE

# UNION MONETAIRE OUEST AFRICAINE

## COMMISSION BANCAIRE

### BENIN

#### LISTES DES BANQUES ET DES ETABLISSEMENTS FINANCIERS A CARACTERE BANCAIRE

(Mise à jour au 7 février 2013)

DENOMINATIONS	NUMEROS D'INSCRIPTION
<b>LISTE DES BANQUES (12)</b>	
BANK OF AFRICA - BÉNIN (BOA - BÉNIN) .....	B 0061 F
BANQUE ATLANTIQUE DU BÉNIN (BANQUE ATLANTIQUE) .....	B 0115 P
BANQUE DE L'HABITAT DU BÉNIN (BHH) .....	B 0113 M
BANQUE INTERNATIONALE DU BÉNIN (B.I.B.I.) .....	B 0063 H
BANQUE RÉGIONALE DE SOLIDARITÉ - BÉNIN (BRS - BÉNIN) .....	B 0119 T
BANQUE SAHELO-SAHARIENNE POUR L'INVESTISSEMENT ET LE COMMERCE-BÉNIN (BSIC- BÉNIN) .....	B 0107 F
BGFIBANK BÉNIN .....	B 0157 K
DIAMOND BANK* .....	B 0099 X
ECOBANK - BÉNIN (ECOBANK) .....	B 0062 G
ORABANK BÉNIN .....	B 0058 C
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE - BÉNIN .....	B 0104 C
UNITED BANK FOR AFRICA BENIN (UBA - BENIN) .....	B 0067 M
<b>LISTE DES ETABLISSEMENTS FINANCIERS A CARACTERE BANCAIRE (0)</b>	
Néant	
<b>MODIFICATION INTERVENUE SUR LA PRECEDENTE LISTE</b>	
*Changement de la dénomination sociale de DIAMOND BANK BENIN en DIAMOND BANK RADIATION	
Néant	

# UNION MONETAIRE OUEST AFRICAINE

## COMMISSION BANCAIRE

### BURKINA

#### LISTES DES BANQUES ET DES ETABLISSEMENTS FINANCIERS A CARACTERE BANCAIRE

(Mise à jour au 6 février 2013)

DENOMINATIONS	NUMEROS D'INSCRIPTION
<b>LISTE DES BANQUES (12)</b>	
BANK OF AFRICA - BURKINA (BOA - BURKINA FASO) .....	C 0084 A
BANQUE ATLANTIQUE DU BURKINA FASO (BANQUE ATLANTIQUE) .....	C 0134 E
BANQUE COMMERCIALE DU BURKINA (BCB) .....	C 0056 V
BANQUE DE L'HABITAT DU BURKINA FASO (BIHB) .....	C 0139 K
BANQUE INTERNATIONALE POUR LE COMMERCE, L'INDUSTRIE ET L'AGRICULTURE DU BURKINA (BICIA - B) .....	C 0023 J
BANQUE REGIONALE DE SOLIDARITE - BURKINA FASO (BRS - BURKINA) .....	C 0120 P
BANQUE SAHILLO-SAHARIENNE POUR L'INVESTISSEMENT ET LE COMMERCE - BURKINA FASO (BSIC - BURKINA FASO) .....	C 0108 B
CBAO GROUPE ATIJARIWABA BANK, SUCCURSALE DE BURKINA .....	C 0161 J
CORIS BANK INTERNATIONAL (CBI) .....	C 0148 V
ECOBANK - BURKINA (ECOBANK) .....	C 0085 Z
SOCIETE GENERALE - BURKINA FASO .....	C 0074 P
UNITED BANK FOR AFRICA BURKINA .....	C 0022 H
<b>LISTE DES ETABLISSEMENTS FINANCIERS A CARACTERE BANCAIRE (5)</b>	
BURKINA - BAIL .....	C 0085 B
SOCIETE AFRICAINE DE CREDIT AUTOMOBILE - SAICA-ALIOS FINANCE, SUCCURSALE DU BURKINA .....	C 0149 W
SOCIETE BURKINABE DE CREDIT AUTOMOBILE (SOBCA) .....	C 0021 G
SOCIETE BURKINABE D'EQUIPEMENT (SBE) .....	C 0049 M
SOCIETE FINANCIERE DE GARANTIE INTERBANCAIRE DU BURKINA (SOFIGIB) .....	C 0146 S
<b>MODIFICATION INTERVENUE SUR LA PRECEDENTE LISTE</b>	
*Changement de la dénomination sociale de la SOCIETE GENERALE DE BANQUES AU BURKINA	
<b>RADIATION</b>	
Neant	

# UNION MONETAIRE OUEST AFRICAINE

## COMMISSION BANCAIRE

### MALI

#### LISTES DES BANQUES ET DES ETABLISSEMENTS FINANCIERS A CARACTERE BANCAIRE

(Mise à jour au 7 février 2013)

DENOMINATIONS	NUMEROS D'INSCRIPTION
<b>LISTE DES BANQUES (13)</b>	
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI (BDM) .....	D 0016 W
BANQUE INTERNATIONALE POUR LE MALI (BIM) .....	D 0041 Y
BANQUE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE (BNA) .....	D 0043 A
BANQUE COMMERCIALE DU SAHIL (BCS) .....	D 0044 B
BANK OF AFRICA - MALI (BOA - MALI) .....	D 0045 C
BANQUE DE L'HABITAT DU MALI (BHM) .....	D 0065 Z
BANQUE INTERNATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE AU MALI (BICI - M) .....	D 0089 A
BANQUE ATLANTIQUE DU MALI (BANQUE ATLANTIQUE) .....	D 0135 A
BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITE (BMS) .....	D 0102 P
BANQUE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE DU MALI (BCI - MALI) .....	D 0147 N
BANQUE REGIONALE DE SOLIDARITE - MALI (BRS - MALI) .....	D 0123 M
BANQUE SAHILO-SAHARIENNE POUR L'INVESTISSEMENT ET LE COMMERCE - MALI (BSIC - MALI) .....	D 0109 X
ECOBANK - MALI (ECOBANK) .....	D 0090 B
<b>LISTE DES ETABLISSEMENTS FINANCIERS A CARACTERE BANCAIRE (2)</b>	
FONDS DE GARANTIE HYPOTHECAIRE DU MALI (FGHM) .....	D 0098 K
SOCIETE AFRICAINE DE CREDIT AUTOMOBILE (SAFCA-AFROS FINANCE) SUCCURSALE DU MALI .....	D 0152 T
<b>MODIFICATION INTERVENUE SUR LA PRECEDENTE LISTE</b>	
Néant	
<b>RADIATION</b>	
Néant	

# UNION MONETAIRE OUEST AFRICAINE

## COMMISSION BANCAIRE

### NIGER

### LISTES DES BANQUES ET DES ETABLISSEMENTS FINANCIERS A CARACTERE BANCAIRE

(Mise à jour au 7 février 2013)

DENOMINATIONS	NUMEROS D'INSCRIPTION
<b>LISTE DES BANQUES (10)</b>	
BANK OF AFRICA - NIGER (BOA - NIGER) .....	H 0038 Y
BANQUE AGRICOLE DU NIGER (BAGRI) .....	H 0164 K
BANQUE ATLANTIQUE NIGER (BANQUE ATLANTIQUE) .....	H 0136 E
BANQUE COMMERCIALE DU NIGER (BCN) .....	H 0057 T
BANQUE INTERNATIONALE POUR L'AFRIQUE AU NIGER (BIA - NIGER) .....	H 0040 A
BANQUE ISLAMIQUE DU NIGER (BIN) .....	H 0081 V
BANQUE REGIONALE DE SOLIDARITE - NIGER (BRS - NIGER) .....	H 0124 R
BANQUE SAHEL-O-SAHARIENNE POUR L'INVESTISSEMENT ET LE COMMERCE - NIGER (BSIC - NIGER) .....	H 0110 B
ECOBANK - NIGER (ECOBANK) .....	H 0095 K
SOCIETE NIGERIENNE DE BANQUE (SONIBANK) .....	H 0064 B
<b>LISTE DES ETABLISSEMENTS FINANCIERS A CARACTERE BANCAIRE (1)</b>	
SOCIETE SAHELIENNE DE FINANCEMENT (SAHF) .....	H 0129 X
<b>MODIFICATION INTERVENUE SUR LA PRECEDENTE LISTE</b>	
Néant	
<b>RADIATION</b>	
Néant	

# UNION MONETAIRE OUEST AFRICAINE

## COMMISSION BANCAIRE

### SENEGAL

### LISTES DES BANQUES ET DES ETABLISSEMENTS FINANCIERS A CARACTERE BANCAIRE

(Mise à jour au 7 février 2013)

DENOMINATIONS	NUMEROS D'INSCRIPTION
<b>LISTE DES BANQUES (19)</b>	
BANQUE INTERNATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE DU SENEGAL (BICIS) .....	K 0010 A
BANK OF AFRICA - SENEGAL (BOA - SENEGAL) .....	K 0100 Y
BANQUE ATLANTIQUE SENEGAL (BANQUE ATLANTIQUE) .....	K 0137 N
BANQUE DE L'HABITAT DU SENEGAL (BIHS) .....	K 0039 G
BANQUE DES INSTITUTIONS MUTUALISTES D'AFRIQUE DE L'OUEST (BIMAO) .....	K 0117 R
BANQUE ISLAMIQUE DU SENEGAL (BIS) .....	K 0079 A
BANQUE REGIONALE DE MARCHES (BRM) .....	K 0144 W
BANQUE REGIONALE DE SOLIDARITE - SENEGAL (BRS - SENEGAL) .....	K 0125 A
BANQUE SAHELO-SAHARIENNE POUR L'INVESTISSEMENT ET LE COMMERCE - SENEGAL (BSIC - SENEGAL) .....	K 0111 K
CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE DU SENEGAL (CNCAS) .....	K 0048 R
CBAO. GROUPE ATTIJARIWafa BANK .....	K 0012 C
CITIBANK SENEGAL .....	K 0141 S
CREDIT DU SENEGAL (CDS) .....	K 0060 E
CREDIT INTERNATIONAL (CI) .....	K 0156 J
DIAMOND BANK - SUCCURSALI DU SENEGAL .....	K 0159 M
ECOBANK - SENEGAL (ECOBANK) .....	K 0094 R
INTERNATIONAL COMMERCIAL BANK - SENEGAL (ICB - SENEGAL) .....	K 0140 R
SOCIETE GENERALE DE BANQUES AU SENEGAL (SGBS) .....	K 0011 B
UNITED BANK FOR AFRICA SENEGAL (UBA SENEGAL) .....	K 0153 F
<b>LISTE DES ETABLISSEMENTS FINANCIERS A CARACTERE BANCAIRE (2)</b>	
COMPAGNIE OUEST AFRICAINE DE CREDIT - BAIL (LOCAFRIQUE) .....	K 0029 W
SOCIETE AFRICAINE DE CREDIT AUTOMOBILE (SAFCA - ALIOS FINANCE) SUCCURSALE DU SENEGAL .....	K 0145 X
<b>MODIFICATION INTERVENUE SUR LA PRECEDENTE LISTE</b>	
* Changement de la dénomination sociale de DIAMOND BANK BENIN	
<b>RADIATION</b>	
Néant	

# UNION MONETAIRE OUEST AFRICAINE

## COMMISSION BANCAIRE

### TOGO

### LISTES DES BANQUES ET DES ETABLISSEMENTS FINANCIERS A CARACTERE BANCAIRE

(Mise à jour au 7 février 2013)

DENOMINATIONS	NUMEROS D'INSCRIPTION
<b>LISTE DES BANQUES (13)</b>	
BANQUE ATLANTIQUE TOGO (BANQUE ATLANTIQUE) .....	T 0138 J
BANQUE INTERNATIONALE POUR L'AFRIQUE AU TOGO (BIA-TOGO) .....	T 0005 P
BANQUE POPULAIRE POUR L'EPARGNE ET LE CREDIT (BPEC) .....	T 0151 M
BANQUE REGIONALE DE SOLIDARITE - TOGO (BRS - TOGO) .....	T 0126 W
BANQUE SAHIL LO-SAHARIENNE POUR L'INVESTISSEMENT ET LE COMMERCE - TOGO (BSIC - TOGO) .....	T 0133 D
BANQUE TOGOLAISE DE DEVELOPPEMENT (BTD) .....	T 0014 Z
BANQUE TOGOLAISE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE (BTCD) .....	T 0024 K
DIAMOND BANK SUCCURSALE DU TOGO* .....	T 0160 H
ECOBANK - TOGO (ECOBANK - TOGO) .....	T 0055 T
ORABANK TOGO .....	T 0116 K
SOCIETE INTERAFRICAINNE DE BANQUE (SIAB) .....	T 0027 N
UNION TOGOLAISE DE BANQUE (UTB) .....	T 0009 T
BANK OF AFRICA TOGO (BOA - TOGO)** .....	T 0167 Q
<b>LISTE DES ETABLISSEMENTS FINANCIERS A CARACTERE BANCAIRE (2)</b>	
CAISSE REGIONALE DE REFINANCEMENT HYPOTHECAIRE DE L'ULMOA (CRRH - ULMOA) .....	T 0165 N
FONDS DE GARANTIE DES INVESTISSEMENTS PRIVES EN AFRIQUE DE L'OUEST (GARI) .....	T 0076 R
<b>MODIFICATIONS INTERVENUES SUR LA PRECEDENTE LISTE</b>	
* Changement de la dénomination sociale de DIAMOND BANK BENIN	
**Agrément de BANK OF AFRICA - TOGO (BOA - TOGO)	
<b>RADIATION</b>	
Néant	

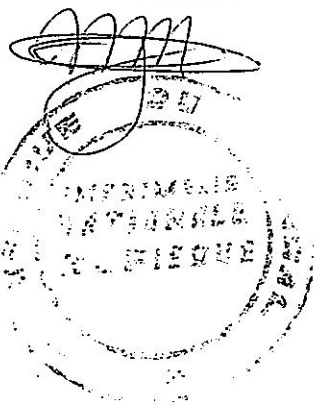
RUFISQUE - Imprimerie nationale DL n° 6669

Je soussigné M. Diaw, Directeur de l'imprimerie nationale  
de la République du Sénégal, certifie que le N° 6722  
du J.O.R.S. du 6 Avril 2013

est conforme au présent exemplaire.

Rufisque, le 29 Mai 2013

Le Directeur



WDEYE NDACK M. BATHATE

le 29 Mai 2013

